



Affaire suivie par : Faure Charlotte
Tél. : 01.69.08. xx
Courriel : charlotte.faure@cea.fr

**PRESTATIONS D'INGENIERIE RELATIVES A DE
L'ASSISTANCE OPERATIONNELLE ET DES ETUDES EN
GEOTECHNIQUE, GEOLOGIE ET GEOPHYSIQUE - (LOT B)**

**Marché classifié SECRET
SANS détention d'ISC**

Les parties en rouge sont à renseigner par le soumissionnaire
Les parties surlignées en **jaune** sont à compléter par le CEA au cas par cas

Réf : DAPS-S2MN-CF-B24-01500-RECO-SOLS-LOTB

Projet d'Accord-cadre n° **5000000xx**

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur Eric STEHLE, agissant en qualité de Directeur des Achats et des Partenaires Stratégiques,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La **société**, domiciliée au, au capital de, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro R.C.S., représentée par, agissant en qualité de,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

SOMMAIRE

1. OBJET.....	3
2. DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
3. BENEFICIAIRES.....	4
4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	4
6. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	11
7. CONDITIONS FINANCIERES	16
8. REVISION DES PRIX	17
9. CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	18
10. CONFLIT D'INTERET	19
11. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	19
12. PROTECTION DU SECRET	20
13. LUTTE CONTRE LA FRAUDE	22
14. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE.....	22
15. AUDIT QUALITE	23
16. PROPRIETE INTELLECTUELLE	23
17. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	24
18. PENALITES.....	24
ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES.....	27
ANNEXE 2 : CADRE DE REPONSE FINANCIER	28
ANNEXE 3 : CADRE DES STATISTIQUES SEMESTRIELLES.....	30

1. OBJET

Le présent accord-cadre définit les conditions dans lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de prestations d'ingénierie relatives à de l'assistance opérationnelle et des études en géotechnique, géologie et géophysique (Lot B).

Le présent accord-cadre s'exécute sur la base de marchés subséquents, d'un montant maximum de trois cent mille euros (300 000 € HT), conclus après remise en concurrence des 2 titulaires de l'accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article 5.3 du présent document.

Il est précisé que pour un même projet, plusieurs marchés subséquents successifs peuvent être conclus mais à la condition de porter soit sur des missions distinctes, telles que définies à l'article 4 ci-après, soit sur des prestations de natures différentes au sein desdites missions.

Le présent accord-cadre est conclu sans engagement sur un minimum d'engagement financier.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, lesquelles prévalent, et de ses annexes qui en sont partie intégrante, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions/réponses en date du [] ;
- le cahier des charges de l'accord-cadre référencé « 3-830-GEOLO-CDC-24-ind A-lotB » ;
- les dispositions particulières définies dans les marchés subséquents émis par les centres CEA dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ;
- les dispositions particulières applicables sur chaque site CEA en matière d'accès, de discipline, de santé et de sécurité ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (édition janvier 2021) ;
- et à titre supplétif, la proposition du Titulaire **référéncée** **en date du**

Les conditions générales de vente du Titulaire sont inopposables au CEA, quelle qu'en soit la forme, hormis celles issues des dispositions légales d'ordre public.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents mentionnés ci-dessus, dont il accepte les dispositions.

3. BENEFICIAIRES

Le présent accord-cadre peut être utilisé par les Bénéficiaires suivants : l'ensemble du CEA (les 9 centres et le cas échéant, les annexes rattachées, les unités mixtes de recherche (UMR) dont le CEA est tutelle, et toute autre entité dont le CEA est partenaire).

Toutes les dispositions du présent accord-cadre sont mises en œuvre pour l'ensemble de ces Bénéficiaires, sauf dispositions contraires expressément établies par l'un d'entre eux.

4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont les suivantes :

- Mission A : Mission d'expertise et études géotechniques, géophysiques et géologiques
- Mission B : Rédaction des spécifications techniques/cahier des charges et dépouillement des offres
- Mission C : Suivi et surveillance des chantiers
- Mission D : Contrôle et analyse des résultats des campagnes de reconnaissances de sol géologique, géotechnique et géophysique
- Mission E : G4 supervision géotechnique d'exécution

Les prestations sont également précisées dans le cahier des charges référencés ci-dessus.

5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 Obligations du Titulaire

5.1.1 Obligation générale

Les prestations objet du présent accord-cadre et des marchés subséquents qui y sont rattachés, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat quant à la fourniture de livrables et d'une obligation de moyen quant à la prestation intellectuelle, à l'égard du CEA. Il est le seul responsable des moyens mis en œuvre et met en place le personnel nécessaire dont il assure seul l'encadrement et la direction.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiés au titre du présent accord-cadre et des marchés subséquents qui y sont rattachés, s'engage à les effectuer dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leurs sont applicables et dans le souci d'en optimiser la qualité.

En sa qualité de professionnel, le Titulaire est expressément tenu à l'occasion des missions fixées au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer

son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

Le Titulaire a la responsabilité de toutes les phases d'exécution des prestations. La remise de documents en cours de réalisation ne le dégage pas de cette responsabilité. De plus, l'examen par le CEA des documents établis, vérifiés et approuvés par le Titulaire, ainsi que les modifications qu'il apporte à une de ces pièces à la demande du CEA n'atténue en rien les responsabilités qui lui incombent.

Le Titulaire apportera tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations spécifiques qui lui seront commandées au titre du présent accord-cadre.

Il informera le CEA de tout évènement susceptible de compromettre le bon déroulement ou la qualité des prestations spécifiques qui lui auront été commandées, sans que cette information modifie ses obligations contractuelles.

5.1.2 Assurance de la qualité

Le Titulaire devra réaliser un Plan d'Assurance Qualité (PAQ). La version préliminaire remise lors de la réponse à la procédure sera consolidée au démarrage de l'accord-cadre. La version définitive de ce plan sera ainsi remise au CEA lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre ou à défaut, dans les 2 mois qui suivent la date de démarrage de l'accord-cadre.

A minima, ce PAQ comprendra les éléments définis au cahier des charges de l'accord-cadre.

Le Titulaire devra identifier pour chaque mission décrite au cahier des charges une personne chargée de la vérification du bon déroulement de la prestation et du contrôle des documents fournis. Tous les documents établis par le Titulaire doivent faire l'objet d'un contrôle interne avant leur livraison au CEA. Ce contrôle devra se traduire par un bordereau signé par le vérificateur et annexé au document livré sous la forme désirée par le CEA et définie dans l'accord-cadre.

Les observations du vérificateur doivent porter sur la forme (titres, indices et numéros des documents cités en référence, révisions des logiciels utilisés, ...) et sur le fond (prise en compte du besoin, garantie de l'application des règles de l'art du métier concerné, validité des résultats). Il incombe au Titulaire de conserver la trace du contrôle des documents.

5.1.3 Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance s'exécute dans les conditions définies à l'article 7 des CGA.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution de certaines prestations spécifiques sans l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CEA et de l'agrément par lui des conditions de facturation. Cette demande d'acceptation doit être accompagnée de tous les éléments permettant de

juger de la compétence de ce sous-traitant pour le domaine concerné (cf : formulaire de Demande d'Acceptation de Sous-Traitance fourni sur demande du Titulaire au CEA et à renseigner)

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre et du marché subséquent.

Toutefois, même avec l'autorisation de sous-traitance, le prestataire reste responsable et garant envers le CEA des objectifs, de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord ne pouvant en résulter.

Le CEA se réserve le droit d'auditer, d'accepter ou non le sous-traitant proposé par le prestataire.

Le Titulaire a présenté dans son offre relative à l'accord cadre le sous-traitant XXXX pour la réalisation des prestations de XXXX. La signature du présent accord-cadre emporte l'acceptation de ce sous-traitant pour tous les marchés subséquents.

5.1.4 Respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire déclare avoir transmis au CEA les déclarations qui lui incombent notamment en matière fiscale et sociale et les attestations prouvant qu'il s'est acquitté des sommes mises à sa charge (impôts, taxes, cotisations, majorations et pénalités) en matière de fiscalité, de sécurité sociale, d'allocations familiales, de congés payés et de chômage intempéries.

Le Titulaire s'engage à ce que le travail soit réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1 à L. 3243-2 et L. 3243-4 et L. 1221-13 du Code du travail et atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne.

S'il fait appel, pour l'exécution du présent accord-cadre à des salariés de nationalité étrangère, le Titulaire s'engage à ce que ces salariés soient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du présent accord-cadre et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire s'engage à produire au CEA tous les six mois à compter de la signature du présent accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 et D8222-8 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail),
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la

liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

5.1.5 Respect de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé service < SIPSI > du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux sous-traitants du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

5.1.6 Habilitations professionnelles

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, si besoin est, préalablement à l'exécution des prestations particulières d'un marché subséquent, les certificats et les habilitations requis pour tous les employés amenés à intervenir sur les sites CEA et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5.1.7 Accès sur les sites CEA et suivi médical

Les conditions d'accès sur les sites CEA et de travail du Titulaire, détenteur d'un marché passé par le CEA, sont réglementées. Le Titulaire se mettra en relation avec chaque centre CEA afin d'enclencher au plus tôt les demandes d'accès. Le Titulaire effectuera lui-même toutes les démarches nécessaires (en fournissant toutes les aptitudes et habilitations qui seront requises) auprès des services compétents.

Les principaux intervenants du Titulaire doivent examiner la possibilité de détenir un accès permanent sur le(s) site(s) où il intervient. Les accès des collaborateurs du Titulaire intervenant épisodiquement, et identifiés en tant que tels, non détenteurs d'un accès permanent et dont la

présence sur site n'est requise que dans le cadre des réunions de travail, pourront être gérés sur avis de rendez-vous, dans la limite de sept accès/an.

Certaines prestations peuvent se dérouler dans des installations du CEA pouvant présenter des locaux situés en zones contrôlées ou surveillées. Dans ce cas, la (ou les) personne(s) de l'entreprise intervenante devra(ont), si le cahier des charges spécifiques le stipule en fonction des prestations à réaliser, suivre les règles d'application du CEA (Règles Générales de Radioprotection + Circulaire DPSN n°3 et n°4) et les règles complémentaires des centres.

De plus, le Code du Travail impose que les personnes qui travaillent en zone contrôlée ou surveillée aient reçu préalablement une formation adaptée et soient dotées chacune de dosimètres individuels. Il impose par ailleurs que les salariés qui sont exposés aux rayonnements, au sens précisé par le Code du Travail, fassent l'objet d'un examen d'aptitude médicale et d'une surveillance médicale renforcée (les salariés sont alors classés A ou B).

Egalement, les installations du CEA pouvant présenter des locaux situés en zones réglementées ATEX, la (ou les) personne(s) de l'entreprise intervenante devra(ont) avoir reçu une formation ATEX adaptée.

5.1.8 Retrait de laissez-passer – retrait de personnel

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un salarié du Titulaire, auquel cas, il notifie sa décision au Titulaire sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au titre du présent accord-cadre.

Le Titulaire doit avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait ou remplacement d'un des agents normalement affectés à l'exécution du présent accord-cadre.

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail

5.1.9 Horaires de travail

Dans le cas où le Titulaire serait amené à travailler sur un centre CEA, les horaires de ce centre seraient nominalement appliqués. Ces horaires d'accès et les horaires de travail seront précisés dans le CCT Spé (cahier des charges technique spécifique) ou la Fiche d'Expression de Besoin (FEB).

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le Titulaire se conforme au mode opératoire indiqué par le centre et doit obtenir l'accord préalable écrit du Chef de l'Installation dans laquelle le Titulaire intervient.

5.1.10 Travail en zones particulières

Le travail en « zone réservée » (lieu abritant des éléments couverts par le « Très Secret ») ou « zone sécurisée », (lieu abritant des éléments couverts par le « Secret »), s'effectue sous contrôle du personnel CEA qui travaille dans ces locaux. Le personnel du Titulaire ne peut y rester seul,

sans surveillance. Par conséquent, le travail hors des horaires normaux de présence des agents CEA et les jours de fermeture des centres doit s'envisager uniquement si le CEA est en mesure d'organiser une présence de son personnel dans cette zone.

5.2 Obligations du CEA

Le CEA s'engage :

- à communiquer au Titulaire, par l'intermédiaire du représentant du Titulaire, par tous moyens, les documents, renseignements, données nécessaires à la bonne compréhension et l'exécution des prestations,
- à dispenser une information particulière pour permettre aux intervenants du Titulaire d'accéder à des zones à accès contrôlé ou surveillé.

5.3 Modalités de consultation des Titulaires

Pour chaque marché subséquent, le CEA adressera à tous les Titulaires de l'accord-cadre, une demande composée :

- d'une lettre/règlement de consultation précisant le délai minimum de réponse, qui ne pourra être inférieur à deux semaines sauf stipulations contraires, le contenu attendu de l'offre, les critères d'analyse et leur pondération,
- d'une description technique du besoin du CEA au travers d'un CCT Spé (cahier des charges technique spécifique) ou d'une FEB (Fiche d'Expression de Besoin),
- d'un cadre de réponse financier (dont le modèle figure en annexe 2),
- d'un projet de marché subséquent (dont le modèle figure en annexe 3).

Le CEA maintiendra à tout moment une stricte confidentialité entre les offres des différents Titulaires.

Le CEA dépouillera les offres en tenant compte de la proposition technique et de la proposition financière.

Le CEA utilisera les critères suivants pour attribuer un marché subséquent :

- Critère financier entre 40 et 60 %.
- Critère technique entre 40 à 60 %, réparti entre plusieurs critères tels que :
 - la compréhension du besoin du CEA,
 - la méthodologie proposée pour réaliser la mission,
 - la description des livrables proposés par le Titulaire,
 - l'organisation spécifique mise en place pour la mission, avec l'adéquation des profils au besoin,
 - le planning proposé.

Les soumissionnaires non retenus à l'issue de la consultation en seront informés par écrit par le CEA.

Après analyse des offres, un marché subséquent sera adressé au Titulaire retenu.

Ce marché subséquent comporte son propre numéro d'engagement (numéro d'engagement financier commençant par 4XXXXX) et fait référence au numéro du présent accord-cadre.

Le Titulaire ne peut démarrer la réalisation de la prestation qu'après avoir reçu ce marché subséquent écrit et signé du CEA, et l'avoir lui-même signé, actant l'acceptation des termes de ce marché.

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler au interlocuteur local du CEA :

- toute demande verbale reçue d'une unité du CEA ;
- toute consultation ou tout marché subséquent ne relevant pas du périmètre visé en objet du présent accord-cadre ;

5.4 Suivi d'exécution de l'accord-cadre

Le CEA organisera une réunion d'enclenchement et des réunions de suivi de l'accord-cadre autant que de besoin et a minima annuellement.

Le Titulaire devra fournir semestriellement un bilan de gestion des consultations et des marchés subséquents qui sera envoyé par courriel aux interlocuteurs visés à l'article 5.5 ci-dessous.

Ce bilan devra présenter la liste des marchés subséquents conclus sur la période demandée avec les montants s'y référant.

Le CEA se réserve la possibilité de demander un bilan de gestion des consultations et des marchés subséquents portant sur la dernière année contractuelle ainsi que sur l'exécution de l'ensemble de l'accord.

Ce bilan sera obligatoirement fourni dans le respect des tableaux joints en annexe et sous format XLSX (trame envoyée par le CEA) sous peine de l'application des pénalités visées à l'article 18.

5.5 Interlocuteurs

Pour l'exécution du présent accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- Pour le CEA :
- au niveau contractuel : Charlotte FAURE Tél : 01.69.08.xx
Email : charlotte.faure@cea.fr
- au niveau technique : Walter EPTING Tél : xxxx
Email : walter.epting@cea.fr

- Pour le Titulaire : Tél :
Email :

Le Titulaire s'engage à prévenir le CEA de tout changement d'interlocuteur 15 jours avant le remplacement, par simple courrier postal ou électronique.

6. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

6.1 Remise des livrables

Chaque marché subséquent se soldera par la remise d'un document ou note de synthèse (le livrable) qui peut éventuellement faire l'objet d'un terme de facturation. Suivant les missions, la nature des livrables pourra être :

Au titre de la mission A – expertise et études – les livrables sont les suivants :

- des rapports d'expertise ou contre de contre-expertises sur des sujets spécifiques particulièrement complexes (glissement de terrains, liquéfaction complexe, manquements aux règles de l'art ...), un rapport traitera d'un seul sujet,
- des synthèses (typiquement basées sur une dizaine de rapports avec de l'ordre de grandeur de 200 sondages et/ou investigations géoscientifiques),
- des études géotechniques suivant les missions G1ES, G1PGC, G2AVP, G2PRO, G2DCE/ACT OU G5 de la norme NF-P 94-500 (hors investigations). Typiquement sur des bâtiments d'environ 200 m² sur fondations superficielles de type semelles isolées ou radier, sans ouvrage de soutènement et non enterré,
- des études et diagnostic géotechniques suivant la mission G5 de la norme NF-P 94-500 (hors investigations).

Au titre de la mission B – spécifications techniques, rédaction cahier des charges et dépouillement – les livrables sont les suivants :

- des spécifications techniques d'une campagne à mener,
- des cahiers des charges rédigés par le Titulaire,
- des rapports de dépouillement d'offres rédigés.

Au titre de la mission C – suivi et surveillance des chantiers – les livrables sont les suivants :

- des Fiches d'Actions de Surveillance (FAS) avec des tableaux de suivi de surveillance, des relevés de décision, courrier, mails, etc... traçant une ou des actions de surveillance et/ou des réunions auxquelles le Titulaire a participé, mis à jour autant que de besoin.

Au titre de la mission D – contrôle et analyse des résultats des campagnes de reconnaissances de sol géologique, géotechnique et géophysique – les livrables sont les suivants :

- des fiches d'analyse des documents (FAD) issues des documents du lot A (sondages géotechniques) équivalents aux missions (G1ES, G2AVP, G2PRO) qui pourraient être rédigées dans le cadre des missions A.

- **Au titre de la mission E – G4 – les livrables sont les suivants** : un rapport d'appropriation sur les phases de conception PRO et DCE/ACT de la mission G2, en cas de besoin identifié,
- lot de 3 Fiches d'Actions de Surveillance (FAS)
- lot de 5 Fiches d'Analyse des Documents (FAD)

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations définies aux marchés subséquents et à remettre l'ensemble des livrables attendus listés dans le CCTP Spé/FEB, et ce dans les délais impartis.

Les commentaires du CEA portant sur les livrables du Titulaire seront transmis dans les délais fixés aux marchés subséquents. Le Titulaire devra alors les reprendre en y intégrant les remarques du CEA et proposer de nouveau ces documents pour une nouvelle vérification (même délai de relecture) et ce jusqu'à approbation finale par le CEA.

Si besoin, les notes et documents citées ci-dessus feront l'objet de plusieurs « aller-retour » entre les deux Parties jusqu'à atteindre les exigences du CEA suivants les critères d'acceptation ci-dessous, sans exonération des pénalités prévues à l'article 18 :

- la conformité par rapport aux exigences du cahier des charges du projet considéré,
- la conformité par rapport au planning,
- la conformité des missions et /ou des documents fournis par rapport au besoin exprimé.

Tous les documents évolutifs seront caractérisés par un indice de révision et font l'objet d'un cartouche dûment rempli retraçant les étapes de création et validation interne du Titulaire.

Tous les dossiers remis par le Titulaire au CEA seront réalisés en langue française sur les supports informatiques compatibles avec les logiciels dont dispose le CEA.

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci.

Ces dossiers seront la propriété du CEA. Aucune disposition du présent accord-cadre ne saura être interprétée comme donnant au Titulaire un quelconque droit à une licence ou tout autre droit lié à un brevet, une technologie ou un savoir-faire, quels qu'ils soient, détenus par le CEA.

6.2 Assurance qualité

A la demande du CEA, le Titulaire pourra établir pour certains marchés subséquents un Plan d'Assurance Qualité Spécifique (PAQ spé) qui constituera sa réponse aux exigences de qualité que le CEA aura décrites via le CCT Spé (cahier des charges spécifiques comme décrit infra).

Ce PAQ Spé comprendra a minima les éléments listés au cahier des charges de l'accord-cadre.

Ce PAQ spé sera validé en tout état de cause par le CEA au démarrage du marché subséquent.

6.3 Sous-traitance

Dans le cadre de la réalisation des marchés subséquents, et en cas de sous-traitants complémentaires à ceux acceptés au niveau de l'accord cadre et mentionné à l'article 5.1.3, le Titulaire est dans l'obligation de faire accepter par le CEA le ou les sous-traitants prévus pour chaque marché subséquent préalablement à la signature de celui-ci.

Cette demande d'acceptation doit être formulée sur la base d'un formulaire CEA que le Titulaire demandera à l'interlocuteur local du marché subséquent. Ce formulaire devra être complété et retourné accompagné de tous les éléments permettant de juger de la capacité de ce sous-traitant. Les conditions d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement constituent les obligations prévues par le code de la commande publique. Il est rappelé à ce titre, que le Titulaire ne peut présenter à l'agrément du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées par les dispositions des Conditions Générales d'Achat.

L'acceptation du CEA sera formalisée par la signature par l'interlocuteur local du marché subséquent.

Le CEA se réserve le droit d'auditer, d'accepter ou non le sous-traitant proposé par le Titulaire.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre et des marchés subséquents correspondants.

Le Titulaire reste responsable et garant envers le CEA des objectifs, et de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord ne pouvant en résulter.

6.4 Lieu d'exécution des prestations

Les marchés subséquents seront exécutés sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans ses locaux ou ceux du CEA ; le CEA n'intervenant alors qu'en tant que simple détenteur des installations techniques auxquelles sont rattachées les prestations.

6.5 Moyens mis à la disposition du Titulaire

Dans le cas où la prestation est exécutée sur un site CEA, celui-ci pourra mettre à la disposition du Titulaire un bureau équipé de mobilier. Les communications téléphoniques vers l'extérieur seront refacturées au Titulaire.

En cas d'exécution des prestations sur un site CEA, une convention d'hébergement pourra être établie et identifiera les moyens mis à disposition du Titulaire par le CEA.

A ce titre, pour l'exécution de la prestation qui nécessite une présence dans les locaux du CEA, un local pourra être mis à disposition du Titulaire par le CEA pour la durée de la prestation, à titre temporaire et révocable. Le bureau ainsi mis à disposition devra être libéré dans les 2 jours ouvrés suivant la fin de la prestation objet de sa présence.

De même, si nécessaire, du matériel informatique (ordinateur de bureau de type PC) pourra être mis à disposition du Titulaire par le CEA pour la durée de la prestation, à titre temporaire et révocable.

Le Titulaire s'engagera contractuellement à n'exporter aucun fichier informatique par quelque moyen que ce soit (cédérom, messagerie électronique, clé USB, disque dur externe, ...) du poste fourni par le CEA vers un poste lui appartenant sans en avoir obtenu l'autorisation explicite et écrite du CEA.

Il appartient au Titulaire de s'assurer du respect des normes de sécurité et de discipline quant à l'utilisation de ce local et de signaler toute anomalie constatée quant à son état et à son équipement.

Le CEA pourra mettre à disposition du Titulaire un ordinateur permettant d'accéder aux outils de bureautique et aux connexions nécessaires à l'exécution des prestations, notamment pour les centres du CEA/DAM, l'accès au réseau C (réseau interne du CEA/DAM) avec ouverture d'un compte nominatif au nom de l'exécutant des prestations. Le Titulaire devra fournir au CEA tous les renseignements nécessaires à cette ouverture de compte. L'exécutant des prestations présenté par le Titulaire devra présenter le profil nécessaire.

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal, établi contradictoirement et signé par les deux Parties, sera réalisé à la prise d'effet et à l'échéance du marché subséquent correspondant. Toute remise à niveau des locaux dégradés par le Titulaire sera à sa charge. En outre, le Titulaire supportera les frais de remplacement évalués au prix d'achat des matériels endommagés de son fait.

6.6 Nomination des interlocuteurs techniques

Pour l'exécution de chaque marché subséquent, le CEA et le Titulaire désigneront chacun un interlocuteur technique.

Au cas où l'interlocuteur technique dûment désigné par le Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à en avertir le CEA quinze (15) jours ouvrés à l'avance (sauf cas de force majeure). Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze (15) jours ouvrés (ou une durée négociée avec le CEA en fonction du marché) sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

Il en est de même pour tout remplacement d'intervenant du fait du Titulaire ou à la demande du CEA du fait de manquement au niveau compétence, comportement ou respect du règlement intérieur.

6.7 Suivi et contrôle de la réalisation d'un marché subséquent

En fonction du marché subséquent, les réunions de suivi pourront être :

- une réunion d'enclenchement au cours de laquelle seront notifiés les moyens matériels particuliers mis en œuvre par chacune des Parties ;
- d'éventuelles réunions d'avancement en cours d'exécution ;
- une réunion de fin de prestations au cours de laquelle un procès-verbal de réception sera établi conformément au marché subséquent et signé des deux Parties.

En tout état de cause, la responsabilité de la bonne fin d'exécution des prestations spécifiques incombera au seul Titulaire.

Les réunions de suivi feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et soumis à l'accord écrit du CEA dans un délai défini dans le CCT Spé ou la FEB et/ou le marché subséquent correspondant, ou à défaut dans les 10 jours calendaires.

6.8 Arrêts de chantier en cours d'exécution

6.8.1 Arrêts de chantier programmés

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations exécutées dans le cadre d'un marché subséquent par le Titulaire. Un arrêt de chantier programmé, dont l'information a été transmise au Titulaire avec au moins un délai de 7 jours calendaires de préavis, ne donne pas lieu à rémunération du Titulaire.

6.8.2 Arrêts de chantier inopinés

En cas d'arrêt de chantier inopiné du fait du CEA, supérieure à une demi-journée, la rémunération des frais de main-d'œuvre, exclusivement, est due au Titulaire et ne peut pas excéder 4 jours de chantier à compter de la date de notification de l'arrêt.

La rémunération des arrêts de chantier intègre le coût de la sous-traitance et de la location des matériels, dûment justifié par le Titulaire.

La rémunération des frais de main-d'œuvre est fixée dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU), faisant l'objet de l'annexe 3 du présent accord-cadre. Ces frais sont calculés sur la base d'un constat des effectifs, par qualification, effectivement présents au moment de l'arrêt, et du nombre de jour d'arrêt pour les arrêts inférieurs à 4 jours.

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard 48 heures après l'avertissement par le CEA, de la fin de l'indisponibilité. Tout arrêt de chantier donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal et entraîne la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

6.9 Réception des marchés subséquents

La réception s'exécute dans les conditions définies aux CGA.

De manière générale, la réception des prestations, objet d'un marché subséquent, sera prononcée par le CEA, après achèvement complet des prestations et remise des livrables définis dans le CCT Spé.

Chaque réception fera l'objet d'un procès-verbal contradictoire signé des deux Parties clôturant les prestations.

7. CONDITIONS FINANCIERES

Le montant plafond de cet accord-cadre est fixé à **3 000 000 €HT (TROIS MILLIONS d'EUROS HORS TAXES)**. Ainsi, le montant total des marchés subséquents cumulés ne pourra dépasser le montant plafond de l'accord-cadre.

7.1 Tarifs applicables

Le montant de chaque marché subséquent est établi sur la base des taux journaliers suivants :

PROFILS	Taux journaliers en € HT
Profil n°1 : INTERVENANT SENIOR – Géotechnicien ou géophysicien ou géologue expert	
Profil n°2 : INTERVENANT CONFIRME - Géotechnicien ou géophysicien ou géologue	
Profil n°3 :INTERVENANT JUNIOR	
Profil n°4 :TECHNICIEN EXPERIMENTE	

Le choix du profil effectué par le Titulaire est engageant pour toute la durée de la prestation associée.

7.2 Frais de déplacements

En cas de déplacements pour des missions spécifiques ou à la demande du Titulaire, avec l'accord du CEA, le paiement des frais de déplacement et d'hébergement seront pris en charge de la manière suivante :

- Si ces déplacements sont identifiés au CCTP Spé/FEB, ou identifiés comme nécessaires par le Titulaire dans son offre, le Titulaire propose dans son offre en réponse à la consultation un forfait relatif aux frais de déplacement. Il doit les faire apparaître clairement dans le cadre de réponse financier et en donner le détail. Ces frais seront intégrés dans l'analyse du critère financier.

- Si ces déplacements ne sont pas identifiés au CCTP Spé/FEB, le paiement des frais de déplacement et d'hébergement sera effectué sur présentation des justificatifs et sur la base du barème de remboursement des frais de déplacement et d'hébergement fourni par le CEA (cf. Annexe 1 du présent accord-cadre). Le CEA fournira au Titulaire les barèmes mis à jour dès qu'il en aura eu connaissance.

7.3 Montant des marchés subséquents

Le montant total de chaque marché subséquent ne peut dépasser **300.000 € HT (TROIS CENT MILLE EUROS HORS TAXES)** incluant les frais de déplacement et d'hébergement et les éventuelles options).

Le montant total de chaque marché subséquent est forfaitaire, ferme et non révisable.

8. REVISION DES PRIX

Les taux visés à l'article 7.1 sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre, qui court à compter de sa date d'effet.

Ils pourront ensuite être révisés annuellement.

A cet effet, dans les deux mois précédant la date anniversaire de l'accord-cadre, le Titulaire ou le CEA transmettra, par courriel, sa proposition écrite qui fera ressortir le développement de la formule de révision indiquée ci-après :

$$T = T0 \times (0,10 + 0,90 (I_n / I_0))$$

dans laquelle :

- T = taux journalier révisé de l'année N,
- T0 = taux journalier initial visé à l'article 7.1,
- In= dernière valeur de l'indice SYNTEC précédant la demande de révision des prix,
- I0= valeur de l'indice SYNTEC du mois **XXXX 202X** (mois de remise de l'offre)

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Après accord écrit du CEA, la révision prendra effet à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre pour toute nouvelle consultation. La révision de prix ne s'applique donc pas aux marchés subséquents conclus avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas transmettre sa proposition écrite au-delà de la date anniversaire de l'accord-cadre. Passé ce délai la révision ne peut s'appliquer pour l'année en cours.

Si, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, les indices choisis cessaient de paraître, sans qu'il y soit officiellement substitué, les Parties se rencontreront afin de choisir un nouvel indice applicable.

9. CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

9.1 Echéancier de paiement

Chaque marché subséquent précisera son échéancier et ses termes de paiement.

9.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (numéro du marché subséquent 4000xxxx) ainsi que le numéro de l'accord-cadre 500000xxxx.

Elle doit en outre mentionner le détail de la commande spécifique et porter la référence de celle-ci.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

9.3 Règlement

Sauf dispositions contraires indiquées dans les marchés subséquents, le délai de règlement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des fournitures conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

9.4 Régime fiscal

Les factures comporteront l'ensemble des droits et taxes en vigueur exigibles au moment du fait générateur. Le présent accord-cadre est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait

générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au moment du transfert de propriété.

10. CONFLIT D'INTERET

Le Titulaire de cet accord-cadre peut candidater à des marchés subséquents, objet de consultations faites en application de cet accord-cadre en l'absence de conflit d'intérêts au sens de l'article L2141-10 du code de la commande publique. En cas de risque de conflit d'intérêts, le Titulaire apporte la preuve au CEA qu'il ne dispose d'aucun avantage de nature à fausser la concurrence et à constituer une rupture d'égalité avec les autres candidats.

Dans ces conditions, et dans l'hypothèse où les éléments d'information fournis par le candidat ne s'avèreraient pas suffisamment convaincants pour le CEA, sa candidature sera rejetée ou le marché subséquent sera résilié.

11. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

11.1 Clause environnementale

Le Titulaire mettra en œuvre une démarche environnementale tout au long de la prestation.

Les documents livrables devront être remis de préférence dans un format dématérialisé et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé.

Les déplacements effectués dans le cadre de l'accord devront être réduits en terme d'impact environnemental. Le Titulaire est invité à privilégier les modes de transport respectueux de l'environnement.

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans l'exécution de l'accord. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions de GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

L'ensemble de ces points fera l'objet d'un suivi lors de la réunion annuelle.

11.2 Clause sociale

Le Titulaire s'engage en matière de promotion de l'égalité et de la diversité dans le cadre de la prestation, c'est-à-dire en faveur des profils susceptibles d'être affectés dans l'exécution de la prestation. A la date anniversaire de l'accord, le Titulaire présentera ses mesures et ses actions réalisées dans ce domaine durant l'année écoulée.

L'ensemble de ces points fera l'objet d'un suivi lors de la réunion annuelle.

12. PROTECTION DU SECRET

1. L'accord-cadre est un marché classifié de niveau **Secret** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations et Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre de l'accord-cadre, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- le code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter l'accord-cadre, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du marché/de l'accord-cadre et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités au niveau requis par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement de leurs habilitations.
4. Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du marché/de l'accord-cadre et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes estivales, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution de l'accord-cadre. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par l'accord-cadre.

5. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

6. L'exécution de l'accord-cadre peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.
7. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées de l'accord-cadre, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées de l'accord-cadre. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500€ HT/jour de retard.

9. Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article , même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit de l'accord-cadre en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des du code pénal.

13. LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Le Titulaire s'engage à mettre en place des actions tout au long des missions qui lui sont confiées afin de réaliser une surveillance contre les risques de fraude, falsification et contrefaçon susceptibles d'apparaître dans son entité et dans sa chaîne de sous-traitance.

Le CEA informe qu'il réalise des actions de surveillances spécifiques vis-à-vis de ce risque en fonction des besoins.

Lorsqu'un membre du personnel du Titulaire ou de sa chaîne de sous-traitance détecte un cas avéré ou un risque de fraude :

- Le Titulaire informe le CEA dans les plus brefs délais, son interlocuteur CEA ou bien à l'adresse mail suivante : signalement@cea.fr
- Le CEA invite également le Titulaire à informer l'Autorité de Sûreté Nucléaire directement via le dispositif de signalement disponible sur le site internet de l'ASN.

Le Titulaire informe son personnel et demande à ses sous-traitants d'informer leur propre personnel, de l'existence du dispositif d'alerte mis en place par le CEA et sur le site internet de l'ASN.

14. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE

Les Parties déclarent être en conformité avec les obligations issues des lois et réglementations nationales et européennes qui leur sont applicables en matière de lutte contre la corruption et notamment la loi française n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (« Loi Sapin II »).

Les Parties ont mis en place un programme de conformité répondant aux exigences de la Loi Sapin II, pour autant qu'elles y soient assujetties.

A ce titre, le CEA déclare disposer d'un code de conduite anticorruption (édition janvier 2019), annexé au règlement intérieur de chaque centre. Le Titulaire quant à lui déclare mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires permettant de prévenir et contrôler tout agissements frauduleux.

Que ce soit directement ou indirectement, les Parties s'interdisent de proposer des offres, promesses, dons, présents ou avantages quelconques à une personne, pour elle-même ou pour autrui, en vue d'abuser de son influence réelle ou supposée pour obtenir des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable.

Les Parties ne sollicitent ni n'acceptent pour elles-mêmes [et leurs affiliés] aucune offre, promesse, don, présent ou avantage quelconque, pour abuser de leur influence en vue de prendre ou d'obtenir toute décision favorable.

Le Titulaire s'engage à ce que ses propres cocontractants respectent les obligations stipulées au présent article.

Les Parties s'informent immédiatement de tout fait, circonstance ou événement qui contreviennent ou pourraient contrevenir aux obligations en matière de lutte contre la corruption et dont elles auraient raisonnablement connaissance dans le cadre de la négociation, la conclusion ou l'exécution du présent accord/marché.

En cas d'inexécution des obligations prévues au présent article, la Partie non défaillante pourra, après une mise en demeure restée infructueuse, résilier l'accord selon les termes et conditions prévues dans les CGAs précédemment référencées.

Les Parties conviennent que toute décision de justice devenue définitive portant condamnation d'une des Parties au titre d'une violation des lois et réglementations qui lui est applicable en matière de lutte contre la corruption constitue un cas de résiliation de l'accord/marché.

En tout état de cause, la Partie défaillante indemniserà l'autre Partie de l'intégralité des coûts, pénalités, dommages et autres préjudices exposés par cette dernière, en raison de tout manquement par la Partie défaillante au présent article.

15. AUDIT QUALITE

Dans le cadre du présent accord-cadre, le CEA se réserve la possibilité de déclencher, à ses frais, des audits qualités, techniques, financiers, sécurité et/ou de managements. Le Titulaire s'engage à collaborer pour permettre l'accessibilité de ses installations et la vérification de la mise en œuvre des documents et procédures relatifs à la qualité.

16. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les prestations objet du présent accord-cadre peuvent donner lieu à des droits de propriété intellectuelle.

Si, dans le cadre de l'exécution du marché subséquent, le Titulaire met en œuvre ses connaissances antérieures ou a accès à celles du CEA, réalise ou développe des résultats, les dispositions prévues à l'article 12 des CGA du CEA s'appliqueront sans restriction.

Le Titulaire cède notamment à titre exclusif au CEA l'ensemble de ses droits de propriété intellectuelle, et de son savoir-faire afférents aux résultats, pour le territoire du monde entier et pour la durée desdits

droits, pour toute sorte d'utilisation et/ou d'exploitation dans tout domaine d'application, étant précisé que le prix de la cession est forfaitairement inclus dans le prix versé au Titulaire en exécution du marché subséquent.

17. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

17.1 Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée de deux (2) ans fermes à compter du 01/05/2025 (date prévisionnelle) jusqu'au 30/04/2027 et pourra être renouvelé deux fois un an, soit une durée maximale de 4 ans.

Le CEA peut prolonger l'accord une fois d'une année supplémentaire en respectant un préavis de trois mois avant la date de fin d'échéance du présent accord. Cette prolongation est formalisée par l'envoi d'une lettre. Le préavis court à compter de la date d'envoi de cette dernière.

Le Titulaire ne pourra prétendre à un quelconque dédommagement en cas de non prolongation par le CEA.

Le Titulaire ne pourra s'opposer à ce que les prestations souscrites dans le cadre du présent accord arrivent à leur terme une fois cet accord arrivé à son échéance contractuelle.

17.2 Délais de réalisations applicables aux marchés subséquents

Le marché subséquent ne peut être passé que pendant la durée de validité de l'accord-cadre ; les consultations ne pourront plus être lancées au cours des 3 derniers mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre. Le délai d'exécution d'un marché subséquent ne devra pas excéder la date limite indiquée dans le cahier des charges spécifique ou dans le marché subséquent. Les prestations relatives aux marchés subséquents, non encore achevées à la date d'échéance de l'accord-cadre, seront poursuivies aux conditions définies dans les marchés subséquents concernés.

Toutefois, le délai d'exécution d'un marché subséquent ne peut se prolonger abusivement au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence.

18. PENALITES

18.1 Caractère des pénalités

Les pénalités appliquées au Titulaire sont cumulatives et n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé un préjudice.

Les pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sur la facturation.

18.2 Pénalités applicables à l'exécution de l'accord

18.2.1 Pénalités en cas de non-réponse à une consultation

Si le Titulaire ne remet pas d'offre à une consultation spécifique, le CEA pourra appliquer au Titulaire une pénalité d'un montant forfaitaire et ferme de 1.500 € (mille cinq cents euros).

Toute non réponse à une consultation devra être justifiée par écrit par le Titulaire. Toute absence de réponse répétée et régulière sera considérée par le CEA comme un manquement, une résiliation pourra être appliquée dans les conditions définies au CGA.

18.2.2 Pénalités pour non-respect des prix

Si constatation est faite que les prix sur lesquels s'est engagé le Titulaire ne sont pas appliqués, il est appliqué, en complément du remboursement des sommes indues, et à titre de dédommagement, une pénalité de 3 % du chiffre d'affaires hors taxes réalisé avec le CEA par le Titulaire sur les 12 derniers mois du présent accord-cadre.

18.2.3 Pénalités pour retard de remise des statistiques

En cas de non-remise des bilans semestriels dans les délais fixés ou sous un format différent que celui prescrit par le CEA, une pénalité de 1.500 euros (mille cinq cents euros) HT sera appliquée pour chaque semaine de retard.

18.3 Pénalités applicables aux marchés subséquents

Les pénalités applicables aux marchés subséquents sont plafonnées à 10% du montant hors taxes du marché subséquent correspondant.

18.3.1 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire n'exécute pas la prestation dans les délais prévus au cahier des charges spécifiques, le CEA appliquera une pénalité de 5/1000 du montant hors taxes du marché subséquent par jour calendaire de retard constaté à compter de la date contractuelle (les dates seront précisées dans chaque cahier des charges spécifique).

18.3.2 Mesures en cas de mauvaise exécution

Si la prestation ne correspond pas aux attentes du CEA telles que définies au cahier des charges, le Titulaire reprendra à ses frais la réalisation de la prestation. Le CEA fixera un nouveau délai de livraison ou à défaut pourra demander à l'un de ses sous-traitants la réalisation de la prestation, aux frais du Titulaire.

18.3.3 Pénalités de retard:

Si après 3 relectures par le CEA du livrable celui-ci n'est pas validé, le CEA appliquera une pénalité d'un montant forfaitaire et ferme de 1.500 € (mille cinq cents euros).

Fait à Saclay,

En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES

1. Les frais engagés par le personnel des entreprises titulaires de marchés passés avec le CEA pour les déplacements en France, d'une durée inférieure à un mois, seront remboursés, dans la limite des plafonds ci-après définis, sur la base des frais réellement engagés et sur production des justificatifs correspondants :

	Déjeuner	Dîner	Nuitée en région parisienne	Nuitée en province
Montants plafonds toutes catégories de personnel confondues	20,20 €	22 €	130 €	110 €

Le tarif de la nuitée tient compte du petit-déjeuner.

Pour les déplacements d'une durée supérieure à 30 jours consécutifs, un coefficient d'abattement des plafonds de 20 % est appliqué sur l'ensemble des frais engagés.

2. Les indemnités kilométriques versées aux entreprises extérieures pour l'utilisation des véhicules de leur personnel sont les suivants :

Nombre de kilomètres parcourus	CATÉGORIE ET PUISSANCE FISCALE DES VÉHICULES				
	≤ 4 CV	5 CV	≥ 6 CV	Vélomoteurs (50 à 125 cm3)	Motocyclettes (>125 cm3)
	En euros TTC				
1 à 1000 kms/mois	0,32	0,35	0,37	0,08	0,12
Au-delà de 1000 kms/mois	0,15	0,17	0,18	0,08	0,12

ANNEXE 2 : CADRE DE REPONSE FINANCIER

LOT XX - CADRE DE REPONSE FINANCIER EN REPONSE A UN CCTPSpé
Ou FEB

RAISON
SOCIALE DU
CANDIDAT/S
OUMISSIONN
AIRE :

Détails des prestations*	Main d'œuvre													Frais déplacement en € HT (B)	TOTAL (A + B)
	profil 1			profil 2			profil 3			profil 4			TOTAL (A)		
	taux journalier	nb jours	total en € HT	taux journalier	nb jours	total en € HT	taux journalier	nb jours	total en € HT	taux journalier	nb jours	total en € HT			
Prestations fermes													-		

Options															
													-		-
Montant forfaitaire pour les déplacement des missions spécifiques identifiées au CCT Spé/FEB (à détailler)															
MONTANT TOTAL FORFAITAIRE en € HT														-	-

**Lister dans cette colonne les différentes prestations, en précisant prestations fermes/optionnelles*

Profil 1

Voir les profils de l'accord cadre

ANNEXE 3 : CADRE DES STATISTIQUES SEMESTRIELLES

				Stats consultation - période du.... au ...																	
Lot	Intitulé du lot	N° accord cadre	Nom du titulaire de l'accord	Centre concerné	Direction concerné (DAM/DEN/DRT/D RF)	Nom de l'interlocuteur local	Objet de la prestation demandée	Nom du projet ou de l'installation concernés	Année de la consultation	Offre remise (oui/non)	Justifications en cas de non remise d'offres	Montant de l'offre du titulaire	Nombre de jours/profil 1	Nombre de jours/profil 2	Nombre de jours/profil 3	Nombre de jours/profil 4	Offre retenue (oui/non/en cours)	Lettre de rejet envoyée par CEA (oui/non)	Motif du rejet de l'offre		

Stats marchés subséquents - période du ... au

Lot	Intitulé du lot	N° accord cadre	Nom du titulaire de l'accord	Centre concerné	Direction concernée (DAM/DES/DRT /DRF)	Nom de l'interlocuteur technique CEA local	N° marché subséquent	Objet de la prestation	Nom du projet ou de l'installation concernés	Montant total €HT	Type de mission (cf cahier des charges de l'accord)	Date de démarrage	Durée exécution (ferme et option)	Exécution des prestations sur site (oui/non)	Prestations du marché subséquent S (oui/non)	Sous-traitance (oui/non)